

Une petite récession vaut mieux qu'un gros déficit

Une fois de plus, en présentant aujourd'hui à Douai le volet français du « plan » de relance européen, Nicolas Sarkozy ne fera pas dans la demi-mesure. Depuis le discours de Toulon, le 25 septembre, le chef de l'Etat, pour tenter de tuer la récession dans l'œuf, aligne les milliards d'euros. Par ordre chronologique : 3 milliards pour renflouer Dexia, 22 milliards mobilisés pour soulager la trésorerie des PME, 320 milliards empruntés sur les marchés pour garantir les prêts bancaires, 10 milliards (sur une enveloppe de 40) injectés au capital de six banques françaises, 3 milliards encore apportés par l'Etat au Fonds stratégique d'investissement, cela sans compter le coût futur de l'exonération de taxe professionnelle (1 milliard d'euros par an à partir de 2011). Et aujourd'hui, c'est au bas mot à 25 milliards d'euros que devrait se chiffrer l'addition du plan français. Certes, il comportera une partie des mesures déjà présentées. Certes, l'essentiel des fonds ne sortira pas directement des caisses de l'Etat mais, par exemple, d'entreprises publiques. Il n'en reste pas moins que ce plan va alourdir la



faire valoir que ce nouvel endettement est « sain » car il a pour contrepartie des actifs – les prises de participation. C'est notre dette brute qui augmente, pas notre dette nette. Il n'en reste pas moins que l'Etat emprunte aujourd'hui à taux exceptionnellement bas et que ceux-ci ont peu de chances de le rester à terme puisque de nombreux pays en appellent eux aussi aux marchés, créant les conditions d'un renchérissement du crédit.

Le dérapage de nos comptes publics a ceci d'effrayant qu'il risque d'obérer nos chances de

retrouver, demain, le chemin de la croissance. C'est, selon la jolie formule de Paul Fabra, « l'illusion qui ne mène nulle part ». Toujours plus de dette (déjà 47.000 euros par Français en activité), c'est, faut-il le rappeler, toujours moins de capacité à financer les investissements d'avenir et les dépenses de solidarité, et toujours plus de prélèvements. Car la promesse d'engager des mesures « réversibles » prête à sourire de la part d'un pays dont le taux de dépense publique est le plus élevé de l'OCDE (54 %). Aussi, la question est de savoir si l'exécutif français n'a pas surréagi à la crise. Tel n'est pas l'avis d'une majorité d'économistes et même la Commission européenne ou la BCE ont mis un mouchoir sur leur orthodoxie. Comme aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, l'utilisation des grands moyens budgétaires est perçue en France comme une réponse adéquate. « *Si l'on s'attend à une grave récession, et pour ma part je m'y attends, alors il ne faut ni lésiner ni temporiser* », analyse Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'OFCE.

Mais « *c'est vrai, ajoute-t-il, la question est légitime* ». De fait, même si elle entraîne déjà de douloureuses destructions d'emplois, la récession ne semble pas prendre dans notre pays la même ampleur que chez nos voisins, par exemple allemands ou espagnols. Surtout, parce qu'elle n'a pas – seule ou presque dans l'UE – su profiter des années de croissance pour rééquilibrer ses finances publiques, parce qu'elle n'a pas pu donner à son économie la compétitivité structurelle dont elle aura besoin pour repartir, la France n'a tout simplement pas les moyens de jouer les fers de lance de la relance. Ni d'être coopérative pour deux. Elle aurait dû se contenter de jouer les « passagers clandestins » du train économique européen. Même l'Italie du flamboyant Silvio Berlusconi a eu cette sagesse. Le président du Conseil italien l'a sobrement expliqué : « *Nous avons la troisième dette du monde, mais nous ne sommes pas la troisième économie du monde*. » Cet éloge de la passivité économique devrait faire école.

L'envolée de la dette obère les chances de reprise. Parce qu'elle n'a su profiter de la croissance pour rééquilibrer ses comptes, la France n'a pas les moyens de jouer les fers de lance de la relance. Comme l'Italie, elle aurait dû se contenter de jouer les passagers clandestins.

facture publique de la relance – ne serait-ce qu'en raison du recours accru aux dépenses sociales.

Depuis le début de la crise, le déficit public s'envole principalement par deux truchements : les pertes de recettes fiscales et les charges de remboursement de la dette. Conséquence du ralentissement de l'économie et de la structure de nos impôts (avec la place prépondérante de la TVA), une dizaine de milliards d'euros de recettes fiscales devraient faire défaut à l'Etat cette année et autant l'an prochain. Le gouvernement prévoit déjà une remontée du déficit public au-dessus de 3 % en 2009. En fait, les experts de Bercys s'attendent à ce qu'il atteigne 4 % du PIB, le double de ce qui était envisagé avant la crise. Quant à la dette publique, qui était de 64 % du PIB fin 2007, elle file vers les 70 % l'an prochain. Alors, bien sûr, le gouvernement peut